

Point d'information

A la demande du C-FAR, une version abrégée de la note de continuité d'exploitation approuvée lors de sa réunion du 23 mars 2023 est jointe à fins d'information.

1 Résumé exécutif

Ce document est une synthèse de l'évaluation effectuée par la direction et le Conseil d'administration pour déterminer si l'IPPF est en situation de continuité d'exploitation, sur la base des événements et conditions actuels et des informations les plus récentes disponibles quant à l'avenir.

Après mûre réflexion, la direction estime qu'il n'existe pas d'incertitudes significatives susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'IPPF à poursuivre son activité, au moins jusqu'au 31 décembre 2024.

Les principales raisons en sont :

- L'IPPF a conclu des accords pluriannuels de financements restreints et non restreints avec des donateurs clés.
- La plupart des principaux donateurs de fonds non restreints de l'IPPF entretiennent depuis longtemps des relations solides avec la Fédération. Notre nouvelle stratégie commençant en 2023, un certain nombre de nos contrats de financement de base non restreints sont arrivés à terme en 2022, de nouveaux commençant en 2023 pour s'aligner sur la nouvelle stratégie. En décembre 2022, des contrats représentant environ 31 % du financement de base non restreint budgétisé pour 2023 ont été signés. Les prévisions de trésorerie de l'IPPF pour l'ensemble des sources de financement font état d'un solde positif tout au long de la période examinée.
- L'IPPF a en outre réservé des fonds affectés à la couverture des coûts liés à ses initiatives stratégiques et y a adjoint un Fonds de stabilisation.

2 Budget 2023***Budget de transition***

Le budget 2023 du Secrétariat unifié est un budget de transition, car l'IPPF est en train de passer par un processus de réaligement et de réorganisation. Le budget a été maintenu en équilibre et élaboré sur la base d'hypothèses prudentes. Dans le budget de transition, les coûts du Secrétariat ont été maintenus à 33% du total des produits non restreints et des charges indirectes, ce qui permet de mettre davantage de fonds à la disposition des Associations membres.

Budget révisé 2023

Le budget révisé 2023 du Secrétariat réaligné devrait être terminé à temps à fins d'approbation par le Conseil d'administration en juin 2023.

Produits non restreints de base

Produits des subventions : Les produits non restreints budgétisés pour 2023 émanant des donateurs et des fondations ont été fixés à \$54 312k, sur la base des accords et engagements confirmés avec les donateurs au moment de l'établissement du budget. Ce montant sera inférieur de 8,7 % au montant réel de 2022 (US\$ 54 312 k contre US\$ 59 059 k conformément aux comptes de gestion de décembre). Il convient de noter que les recettes budgétaires n'incluent pas les financements de base supplémentaires approuvés après l'établissement du budget et inclus dans les scénarios ci-dessous (voir section 5).

Les contrats de donateurs avec les gouvernements d'Australie, du Danemark, de Hewlett, des Pays-Bas et de la Nouvelle-Zélande ont été signés. Ils représentent 31 % du total des financements non restreints.

Le gouvernement allemand a approuvé un financement de base de € 15,5 millions pour 2023. Le contrat final est en attente de signature. Le montant de la subvention de base inclus dans les produits 2023 était de \$10 millions. On s'attend à ce qu'une partie de la subvention de base approuvée (à hauteur de €3 millions) soit affectée à la réponse d'urgence en Ukraine.

Les contrats pluriannuels avec la Finlande, l'Irlande, la Norvège et la Suède devraient être signés et les lettres de confirmation annuelles de la Chine, du Japon, de la Corée et de la Malaisie sont attendues pour la fin du troisième trimestre 2023.

La plupart de ces engagements ont été confirmés par les donateurs et nos contacts permanents avec ces derniers n'indiquent aucun risque pour les subventions budgétisées. Le seul risque concerne la contribution du gouvernement suédois, qui est actuellement en cours d'examen et qui apparaît dans les prévisions.

Une fois ces contrats pluriannuels signés au cours du premier semestre 2023, nous disposerons d'une réserve beaucoup plus sûre de subventions non restreintes pour la période 2023-2025.

Lors du calcul du total des subventions de base pour 2023-24, trois scénarios potentiels ont été ébauchés comme suit (les hypothèses sont présentées à l'annexe B). Nous avons choisi le scénario le plus probable.

Scénario	2023	2024	2025
Pire scénario par rapport à 2022	Baisse de 16%	Baisse de 4% en glissement annuel	Augmentation de 1% en glissement annuel
Scénario le plus probable par rapport à 2022	8% d'augmentation	Baisse de 4% en glissement annuel	Augmentation de 3% en glissement annuel
Meilleur scénario par rapport à 2022	11% d'augmentation	Augmentation de 7% en glissement annuel	Augmentation de 1% en glissement annuel

Autres produits : En outre, on trouve dans les produits non restreints budgétisés pour 2023 US\$ 3,5 millions de recouvrement de frais généraux (\$3,8 millions en 2022) et \$3 millions de dons, revenus locatifs et intérêts (\$ 2,5 millions en 2022).

Réduction des risques liés aux fluctuations des taux de change

Il convient de noter que 88 % du financement non restreint de l'IPPF (sur la base du budget) sont perçus dans la devise des donateurs (pas en US\$ donc). Afin de réduire les risques liés à l'exercice de budgétisation, le montant total des recettes a été couvert par des contrats à terme en US\$.

Tout contrat supplémentaire à venir sera également couvert à la signature du contrat.

3 Prévisions de trésorerie

Les prévisions de trésorerie pour la période janvier 2023 - décembre 2024 figurent à l'annexe A. Elles s'appuient sur le budget de transition 2023 approuvé par le Conseil d'administration le 8 décembre 2022.

Le solde de trésorerie consolidé reste positif chaque mois et le solde de trésorerie moyen au cours de cette période est d'US \$ 54 922 k (y compris le solde restreint).

Les flux de trésorerie intègrent US\$ 6,9 millions dollars de dépenses supplémentaires affectées pour 2023 et approuvées par le C-FAR en décembre 2022. Sur ce montant, \$2 millions sont affectés aux coûts de réalignement/réorganisation, \$2 millions aux cotisations au régime de retraite à prestations déterminées (y compris les frais de fiducie, de comptabilité, d'audit, de gestion des placements) et à d'autres dépenses au titre des fonds affectés.

En ce qui concerne les produits affectés du flux de trésorerie, ils ont été maintenus à des niveaux similaires à ceux de 2022.

Suite à la finalisation du budget de transition, nous avons déjà signé un nouveau contrat de financement et espérons en faire de même pour un autre à la fin du T1 2023 pour un financement de base supplémentaire. Ces contrats sont listés ci-dessous :

- Le Commonwealth d'Australie, représenté par le ministère des affaires étrangères et du commerce (DFAT), a signé en décembre 2022 une subvention sur 4 ans, ce qui représente AUD500 k de plus que ce qui avait été inscrit au budget 2023 – avec en sus la confirmation d'une augmentation annuelle du soutien non restreint (pour 2023, le revenu budgétisé était de AUD 4 millions, mais a finalement été approuvé à AUD 4,5 millions).
- En cours de signature d'un contrat avec un nouveau donateur, Irish Aid, pour un montant de €3 millions d'euros sur une période de 3 ans. Ce contrat devrait être signé d'ici la fin du T1 2023.
- Comme déjà indiqué ci-dessus, le gouvernement allemand a aimablement approuvé une subvention de €15,5 millions au lieu des €10 millions prévus dans le budget de transition.

L'IPPF est également en train de revoir ses processus d'investissement et de trésorerie, de sorte que nous verrons peut-être une augmentation des produits des intérêts par rapport aux montants actuellement inclus dans les budgets.

L'IPPF continuera à surveiller ses scénarios de financement et préparera des ré-estimations trimestrielles en 2023 sur la base des données disponibles.

4 Affectations supplémentaires

Les cycles des contrats de subventions non restreintes d'un certain nombre de donateurs sont liés à la stratégie de l'IPPF et c'est ainsi qu'en 2023, l'IPPF est en train de renégocier ses accords de subventions non restreintes avec un certain nombre de gouvernements, dont la Suède, la Norvège, la Suisse – ce qui ajoute un niveau de risque, car nous pourrions peut-être nous trouver dans l'incapacité de terminer ce cycle de 6 ans. En outre, un certain nombre d'AM connaissent des difficultés financières en raison de pertes de revenus liées à la pandémie due à la Covid 19 et à des pressions sur leur trésorerie, ce qui pourrait nécessiter un investissement en amont pour procéder à des ajustements nécessités par la stratégie.

Afin de combler un retard ou un décalage de temps sans avoir à perdre, puis à réembaucher, des capacités précieuses et sans avoir à retarder la stratégie, l'IPPF a **affecté la somme d'US \$ 6 millions prélevés sur ses réserves générales à titre de Fonds de stabilisation**, afin de s'assurer que le Secrétariat et les AM sélectionnés puissent naviguer dans cette incertitude sans compromettre le lancement de la stratégie.

En sus des montants listés ci-dessus, l'IPPF a également affectés les fonds suivants :

- US\$ 4 millions affectés en décembre 2021 pour entamer le processus d'examen et de négociation avec les membres du régime à prestations déterminées
- US\$ 2 millions pour couvrir les coûts liés à la réorganisation/au réalignement en cours
- US\$ 2 millions pour couvrir les coûts du régime de retraite à prestations déterminées
- US\$ 1 million pour couvrir les coûts du rebranding et de la Charte
- US\$ 500k pour couvrir les coûts d'opérationnalisation de la nouvelle stratégie
- US\$ 3,3 millions pour couvrir les coûts des nombreux programmes reportés de 2022 à 2023
- D'autres projets affectés arrivés à leur terme au 31 décembre 2022 ont été clôturés afin d'ajouter aux réserves générales les soldes non dépensés, soit environ \$2,7 millions.

5 Financement 2023 et après

En sus de ce qui précède, l'IPPF recherche activement des opportunités de financement en vue d'atténuer tout risque qui pourrait avoir un effet sur la nouvelle structure réalignée et sur les opérations de l'IPPF. Ce qui suit sont des fonds supplémentaires qui ont ou bien déjà été signés ou qui sont dans les tuyaux mais qui n'ont pas été intégrés au budget actuel.

Produits des subventions

- **Gouvernement du Japon** - budget supplémentaire de US\$2,08 millions en 2023 pour le Pakistan, l'Éthiopie, l'Afghanistan et l'Ukraine (contrat).
- **Gouvernement de Nouvelle-Zélande** - soutien à la mise en œuvre de la stratégie Niu Vaka de l'IPPF dans le Pacifique, phase II, sur 5 ans (2023 - 2027) pour un montant de NZD 8 millions (contrat).
- **Gouvernement d'Australie** - financement non restreint pour 2023-2026 à hauteur de AUD 19 millions et financement de la stratégie de l'IPPF pour le Pacifique pour 2023-2026 à hauteur de AUD 5,7 millions (contrat).
- **Affaires mondiales Canada** - Soutien au programme mondial de l'IPPF de 2023 à 2029 pour CAD 8,2 millions par an, soit un total de CAD 57,4 millions y compris SAAF et SHE DECIDES (programme hébergé) – (promis).
- **Gouvernement de la Suisse** - financement non restreint pour 2023-2026 à hauteur d'US \$ 7,2 millions, dont \$300 k pour le Bureau de Genève (contrat).
- **Gouvernement de la Finlande** - financement non restreint de € 4,5 millions pour 2023-2025 – (contrat).
- **Gouvernement d'Irlande** - nous sommes en négociation avec l'Irlande pour confirmer le financement non restreint 2023-2025 à hauteur de €3 millions.
- **FCDO** – prolongation chiffrée du projet WISH 2 pour environ £10,5 millions du 1^{er} avril 2023 au 31 mars 2024.
- **Gouvernement de Norvège** - Fin 2022, nous avons soumis un accord de financement quadriennal pour 2023-2026. Les perspectives d'une légère augmentation sont positives, information attendue en mars 2023.

- **Gouvernement du Luxembourg** – SDR en Afrique de l’Ouest (\$2.2m) (note conceptuelle soumise).
- **Fondation Wyss** – Offre de services de contraception pour les groupes mal desservis en Amérique latine (\$900k) (contrat en cours de finalisation).
- **Fondation Hewlett** – soins avortement en Afrique de l’Ouest (\$1,250m) (présélectionné)

Programme de dons individuels

L'IPPF a développé un programme de dons individuels pour capitaliser les opportunités de levée de fonds (précédemment au sein de l'ancien bureau régional de WHR, désormais connu sous le nom de FoS Feminista). Les recettes prévues pour 2023 sont de \$2,66 millions, l'IPPF prévoyant ainsi de dépasser les chiffres de 2022 (£1,52 million – non restreint).

6 Autres considérations

Outre tous les facteurs susmentionnés, les points suivants ont été pris en compte pour confirmer la conviction de la direction que l'IPPF est toujours en activité.

6.1 Impact de la polarisation à l'échelon national

La polarisation actuelle pourrait conduire à un arrêt temporaire, ou à une réduction, des activités de l'IPPF dans certains pays (l'Iran en est un exemple récent, mais cela n'a pas d'impact global ou très limité puisque nous opérons dans près de 140 pays), la très large base de soutiens gouvernementaux limitant les effets des fluctuations politiques à l'échelon des donateurs. Nous n'avons pas constaté de changements à long terme dans le comportement des client-e-s suite à la pandémie de la Covid (l'attention des donateurs pour la santé mondiale s'est au contraire intensifiée) ou de l'arrêt Dobbs – l'annulation de l'arrêt Roe/Wade a en fait plutôt attiré l'attention sur l'aspect essentiel et central des droits des femmes, et en particulier des droits sexuels et reproductifs, dans la lutte pour la démocratie et l'État de droit.

6.2 Cadre d'assurance global renforcé

Certaines des actions entreprises par l'IPPF au cours des deux dernières années pour améliorer ses mécanismes d'assurance sont venues appuyer sa capacité à attirer davantage de financements et à construire une Fédération plus forte. Il s'agit notamment des domaines suivants :

a) SafeReport et le système de gestion des incidents

Notre démarche de mise en œuvre de la politique de *Signalement* consiste à gérer les alertes lancées et les plaintes déposées à l'aide d'un service de signalement indépendant et confidentiel (*IPPF SafeReport*). Ce système garantit confidentialité et anonymat afin d'assurer la sécurité des lanceur-se-s d'alertes.

b) Mécanisme d'assurance de l'IPPF

Un programme d'audit mondial a été mis au point pour fournir une assurance supplémentaire eu égard aux projets et programmes à l'échelon national. L'objectif principal du programme est d'obtenir une assurance sur les systèmes et les contrôles en place dans les AM à haut risque, qui auront été identifiées suite à un examen de multiples indicateurs, y compris les retours d'information des régions.

c) Diligence raisonnable étendue

Au cours des deux dernières années, l'IPPF a introduit un nouvel outil d'évaluation des capacités financières (ECF). Cette évaluation doit désormais être complétée par un

spécialiste financier indépendant avant qu'aucuns fonds ne soient versés sous forme de subventions à quelque nouveau partenaire que ce soit de l'IPPF. L'objectif de cet outil est d'évaluer les systèmes de gestion financière et de comptabilité de l'organisation partenaire et de déterminer s'ils répondent aux normes minimales de gestion des risques et de contrôle financier ; il s'agit également d'évaluer l'approche globale du partenaire en matière de gestion de la criminalité financière.

d) Prévention de la fraude et formation aux pratiques de lutte contre la criminalité

L'année dernière, l'IPPF a mis en place une académie d'apprentissage sur une plateforme en *open source*, où l'on peut trouver et télécharger une formation aux **Pratiques de lutte contre la criminalité** destinée à l'ensemble du personnel de l'IPPF. Cette formation a déjà été utilisée par un certain nombre d'employé-e-s des bureaux régionaux et est désormais obligatoire pour tous les nouveaux membres du personnel de l'IPPF.

6.3 Impossibilité à verser les fonds des donateurs dans des pays faisant l'objet de sanctions internationales

L'année passée, l'IPPF a enfin pu conclure le processus de diligence raisonnable étendue entrepris de longue date par Barclays Bank. Cela a permis d'ouvrir la possibilité (sous réserve de l'autorisation de la banque intermédiaire concernée) d'effectuer des paiements directement ou indirectement vers des pays soumis à des restrictions générales, à savoir Cuba, la Crimée, la Syrie, le Venezuela et l'Afghanistan.

Bien que nous ayons ouvert cette possibilité et que les banquiers soient plus rassurés quant au fonctionnement de l'IPPF, il nous est toujours difficile de transférer des fonds vers les pays faisant l'objet de sanctions, ce en raison des restrictions imposées par les banques intermédiaires (ainsi que nous l'a indiqué Barclays).

Pour remédier à cette situation, nous sommes en train de négocier avec la Crown Agent Bank, qui dispose service spécialisé permettant de faciliter les paiements vers les pays difficiles d'accès. Une fois cette voie ouverte, – et nous sommes à un stade avancé des négociations –, nous espérons économiser des fonds pour nos AM sous forme de commissions payables aux banquiers ou aux agents de change locaux présents dans ces pays à haut risque.

6.4 Risque de rejet par nos donateurs

Suite à l'audit juricomptable en cours du Bureau régional du Monde arabe, pour la période 2015-19, le cabinet d'audit (PwC India) a présenté ses premières conclusions qui montrent qu'une dépense totale d'environ \$9 millions est douteuse. Les salaires représentent 70 % de ce montant et ont été inclus car le cabinet n'a pas eu accès aux contrats de travail à jour ni aux documents relatifs aux augmentations de salaire. L'IPPF est en train de revoir ces conclusions et de préparer une réponse accompagnée de toutes les justifications nécessaires à l'intention du cabinet d'audit.

7 Scénario du pire

Dans le pire des cas, si les donateurs ne respectent pas leurs engagements financiers, l'IPPF réduirait à la fois ses propres coûts et les versements non restreints aux AM.

En cas de difficultés financières importantes, l'IPPF pourrait vendre ou hypothéquer ses investissements immobiliers. :

La politique de réserves de l'IPPF a été mise à jour et approuvée par le Conseil d'administration en décembre 2021. Y est recommandé une fourchette de réserves de \$19 millions à \$26 millions pour garantir un fonctionnement ininterrompu et donner le temps de s'adapter à un changement de

circonstances financières. Après toutes les affectations, les réserves générales totales e l'IPPF pour l'exercice 2022 devraient s'élever à environ US\$ 21,1 millions.

Conclusion

Compte tenu de tous les facteurs susmentionnés, la direction estime que l'IPPF est en mesure de poursuivre ses activités au moins jusqu'au 31 décembre 2024.

Annexe A

	Opening Balance	Jan-23	Feb-23	Mar-23	Apr-23	May-23	Jun-23	Jul-23	Aug-23	Sep-23	Oct-23	Nov-23	Dec-23	Jan-24	Feb-24	Mar-24	Apr-24	May-24	Jun-24	Jul-24	Aug-24	Sep-24	Oct-24	Nov-24	Dec-24
UNRESTRICTED CASHFLOWS																									
Opening balance	22,197,239	22,197,239	12,454,825	11,068,685	10,217,521	9,423,598	7,793,428	8,798,643	14,930,704	27,172,935	30,992,777	22,049,174	22,296,063	20,155,351	10,005,394	8,570,475	7,637,955	6,769,521	5,083,252	6,028,930	11,713,157	23,896,135	27,655,321	18,267,165	18,441,070
Projected Inflows		3,842,375	239,784	1,860,734	1,689,784	239,784	2,989,784	21,059,871	14,217,325	5,841,710	5,874,819	2,679,686	256,780	3,842,375	239,784	1,860,734	1,689,784	239,784	2,989,784	21,059,871	14,217,325	5,841,710	5,874,819	2,679,686	256,780
Total Inflow		26,039,614	12,694,609	12,929,419	11,907,305	9,663,382	10,783,212	29,858,514	29,148,030	33,014,646	36,867,596	24,728,860	22,552,844	23,997,727	10,245,178	10,431,210	9,327,739	7,009,305	8,073,036	27,088,801	25,930,482	29,737,846	33,530,140	20,946,851	18,697,851
Projected Outflows																									
MA Grants		12,064,000	100,000	946,667	748,334	100,000	185,000	13,243,999	300,000	110,000	13,064,000	480,000	500,000	12,425,920	103,000	975,067	770,784	103,000	190,550	13,641,319	309,000	113,300	13,455,920	494,400	515,000
Expenditure		1,520,789	1,525,925	1,765,231	1,735,373	1,769,954	1,799,569	1,683,811	1,675,094	1,911,869	1,754,422	1,952,797	1,897,492	1,566,413	1,571,702	1,818,188	1,787,434	1,823,053	1,853,556	1,734,325	1,725,347	1,969,225	1,807,055	2,011,381	1,954,417
Total Outflow		13,584,789	1,625,925	2,711,898	2,483,707	1,869,954	1,984,569	14,927,810	1,975,094	2,021,869	14,818,422	2,432,797	2,397,492	13,992,333	1,674,702	2,793,255	2,558,218	1,926,053	2,044,106	15,375,644	2,034,347	2,082,525	15,262,975	2,505,781	2,469,417
Closing Balance		12,454,825	11,068,685	10,217,521	9,423,598	7,793,428	8,798,643	14,930,704	27,172,935	30,992,777	22,049,174	22,296,063	20,155,351	10,005,394	8,570,475	7,637,955	6,769,521	5,083,252	6,028,930	11,713,157	23,896,135	27,655,321	18,267,165	18,441,070	16,228,434
DESIGNATED CASHFLOWS																									
Opening balance	33,025,037	33,025,037	31,457,098	30,189,340	28,636,371	27,035,134	25,801,825	24,517,093	22,502,413	21,961,635	21,387,293	20,631,861	20,062,753	19,381,767	18,785,607	18,498,634	17,917,892	17,287,436	17,035,945	16,731,487	15,675,184	15,118,183	14,526,611	13,748,516	13,162,334
Projected Inflows		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total Inflow		33,025,037	31,457,098	30,189,340	28,636,371	27,035,134	25,801,825	24,517,093	22,502,413	21,961,635	21,387,293	20,631,861	20,062,753	19,381,767	18,785,607	18,498,634	17,917,892	17,287,436	17,035,945	16,731,487	15,675,184	15,118,183	14,526,611	13,748,516	13,162,334
Projected Outflows																									
MA Grants		375,774	1,767	1,767	359,274	1,767	1,767	379,274	1,767	1,767	232,676	1,767	128,967	387,047	1,820	1,820	370,052	1,820	1,820	390,652	1,820	1,820	239,656	1,820	132,836
Expenditure		203,022	276,848	562,060	252,820	242,399	293,823	646,263	539,011	572,575	522,757	567,341	552,019	209,113	285,154	578,922	260,405	249,671	302,638	665,651	555,182	589,752	538,439	584,362	568,580
Revised budget amounts approved by CFAR- addnl \$6924K		989,143	989,143	989,143	989,143	989,143	989,143	989,143	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total Outflow		1,567,939	1,267,758	1,552,969	1,601,237	1,233,309	1,284,733	2,014,680	540,778	574,341	755,432	569,108	680,986	596,160	286,973	580,741	630,457	251,491	304,458	1,056,303	557,001	591,572	778,095	586,181	701,416
Closing Balance		31,457,098	30,189,340	28,636,371	27,035,134	25,801,825	24,517,093	22,502,413	21,961,635	21,387,293	20,631,861	20,062,753	19,381,767	18,785,607	18,498,634	17,917,892	17,287,436	17,035,945	16,731,487	15,675,184	15,118,183	14,526,611	13,748,516	13,162,334	12,460,919
RESTRICTED CASHFLOWS																									
Opening balance	24,292,402	24,292,402	28,066,532	23,573,292	24,996,014	25,215,431	23,758,826	24,614,825	24,377,301	18,684,505	21,717,044	20,997,290	19,247,477	19,607,638	19,001,202	16,340,945	18,050,099	18,589,148	20,784,826	19,514,522	17,144,769	15,404,585	16,344,625	13,478,612	14,125,282
Projected Inflows		6,908,687	2,129	3,944,335	1,634,305	4,074,463	3,468,743	2,572,749	2,881,749	4,518,466	2,558,209	5,170,200	6,921,837	2,208,687	2,129	3,944,335	1,634,305	4,074,463	1,058,743	162,749	471,749	2,108,466	148,209	2,760,200	4,511,837
Total Inflow		31,201,090	28,068,660	27,517,627	26,630,319	29,289,894	27,227,569	27,187,574	27,259,050	23,202,972	24,275,252	26,167,490	26,169,314	21,816,326	19,003,331	20,285,280	19,684,403	22,663,611	21,843,569	19,677,271	17,616,518	17,513,051	16,492,834	16,238,812	18,637,120
Projected Outflows																									
MA Grants		1,663,134	3,249,730	649,742	280,275	4,368,695	960,001	1,599,986	7,525,563	50,000	2,077,807	5,901,069	4,769,484	1,713,028	1,741,458	669,234	288,683	1,043,621	988,801	1,647,986	1,493,562	51,500	2,140,141	1,426,097	4,912,569
Expenditure		1,471,425	1,245,639	1,871,870	1,134,613	1,162,373	1,652,743	1,210,287	1,048,982	1,435,928	1,200,156	1,018,945	1,792,192	1,102,096	920,928	1,565,947	806,572	835,165	1,340,246	884,516	718,371	1,116,926	874,081	687,433	1,396,597
Total Outflow		3,134,558	4,495,369	2,521,612	1,414,888	5,531,068	2,612,744	2,810,273	8,574,544	1,485,928	3,277,962	6,920,014	6,561,676	2,815,123	2,662,386	2,235,181	1,095,255	1,878,785	2,329,047	2,532,502	2,211,933	1,168,426	3,014,221	2,113,530	6,309,165
Closing Balance		28,066,532	23,573,292	24,996,014	25,215,431	23,758,826	24,614,825	24,377,301	18,684,505	21,717,044	20,997,290	19,247,477	19,607,638	19,001,202	16,340,945	18,050,099	18,589,148	20,784,826	19,514,522	17,144,769	15,404,585	16,344,625	13,478,612	14,125,282	12,327,954
SUMMARY OF CLOSING BALANCES																									
Unrestricted and Designated		43,911,923	41,258,025	38,853,891	36,458,732	33,955,253	33,315,736	37,433,117	49,134,570	52,380,070	42,681,035	42,358,816	39,537,118	28,791,001	27,069,109	25,555,847	24,056,956	22,119,197	22,760,417	27,388,341	39,014,318	42,181,932	32,015,681	31,603,405	28,689,352
Restricted		28,066,532	23,573,292	24,996,014	25,215,431	23,758,826	24,614,825	24,377,301	18,684,505	21,717,044	20,997,290	19,247,477	19,607,638	19,001,202	16,340,945	18,050,099	18,589,148	20,784,826	19,514,522	17,144,769	15,404,585	16,344,625	13,478,612	14,125,282	12,327,954
TOTAL		71,978,455	64,831,317	63,849,906	61,674,163	57,354,079	57,930,561	61,810,418	67,819,076	74,097,114	63,678,325	61,606,293	59,144,756	47,792,203	43,410,054	43,605,946	42,646,104	42,904,023	42,274,940	44,533,110	54,418,903	58,526,557	45,494,293	45,728,687	41,017,307

PRINCIPALES HYPOTHESES

Compte de résultats 2023	conforme au budget soldes de clôture en conformité avec les comptes de gestion de décembre
Soldes de trésorerie d'ouverture 2024	Identiques à 2023, à l'exception de €4,7 millions de fonds restreints du GDA, dont la totalité est en janvier 2023, et de la réduction des revenus du projet FCDO WISH 2 de €27 millions d'euros à €10,3 millions. Aucun autre revenu provenant de projets que l'IPPF pourrait remporter au cours des deux prochaines années n'est inclus.
Produits restreints 2024	identique à 2023 et extrêmement prudent aucune affectation supplémentaire, y compris €6 millions d'euros pour l'initiative de pérennité 3% d'augmentation Dépenses concernant le GDA ont été retirées en 2024
Produits restreints 2024	
Dépenses - affectées 2024	
Dépenses 2024 restreintes, non restreintes et affectées	

NOTES

2023 – la nouvelle affectation à la création des empreintes de l'IPPF n'a pas été incluse
 Les revenus non restreints comprennent les subventions, les revenus des investissements et les autres revenus
 Le solde d'ouverture non restreint comprend des liquidités de \$20,2 millions.

Fonds de Roulement

Les dividendes de WISH devraient être versés d'ici avril 24 et n'ont donc pas été retirés des revenus de 2024

Le revenu irlandais de €3 millions sur 3 ans, le revenu du DFAT Australie de AUD 500k en 2023 et de AUD 1 million en 2024 ne sont pas inclus étant donné que les contrats ont été signés après que le budget a eu été finalisé. Ils seront intégrés au budget/prévisionnel révisé. Tout autre financement potentiel de l'Allemagne pour l'Ukraine n'est pas non plus inclus car nous n'avons pas reçu de confirmation.

Annexe B

Governments & Foundatio	LC ('000)	Best case LC ('000)			Most Likely LC ('000)			Worst case LC (000)		
		2023	2024	2025	2023	2024	2025	2023	2024	2025
Australia	AUD	4,500	5,000	5,500	4,500	5,000	5,500	3,000	3,000	3,000
Canada	CAD	900	900	900	700	900	900	450	450	450
Denmark	DKK	60,000	55,000	55,000	60,000	50,000	50,000	40,000	40,000	40,000
Finland	EUR	1,750	1,750	1,750	1,500	1,500	1,500	1,000	1,000	1,000
Germany	EUR	18,500	15,500	15,500	15,500	12,000	12,000	15,500	8,000	8,000
Ireland	EUR	1,000	1,000	1,000	1,000	1,000	1,000			
Netherlands	EUR	3,600	3,600	3,600	3,600	3,600	3,600	3,600	3,600	3,600
Norway	NOK	70,000	70,000	70,000	65,000	65,000	65,000	50,000	50,000	50,000
New Zealand	NZD	2,500	2,500	2,500	2,500	2,500	2,500	2,500	2,500	2,500
Sweden	SEK	120,000	120,000	120,000	100,000	100,000	100,000	50,000	100,000	100,000
China	USD	550	550	600	450	500	500	400	400	400
Japan	USD	3,000	3,000	3,000	2,777	2,750	2,750	2,000	2,000	2,000
Malaysia	USD	15	15	15	15	15	15	15	15	15
South Korea	USD	200	200	200	127	175	175	125	100	100
Switzerland	USD	3,000	3,000	3,000	2,300	2,300	2,300	2,000	2,000	2,000
Thailand	USD	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Hewlett Foundation	USD	1,000	-	-	1,000	-	-	1,000	-	-
Individual Giving	USD	3,000	4,000	5,000	2,600	3,400	4,100	2,000	2,500	3,000